ASSEMBLÉE NATIONALE

4 avril 2025

SIMPLIFICATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE - (N° 1191)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 2374

présenté par

Mme Gérard, M. Christophe, M. Moulliere, M. Ledoux, Mme Poussier-Winsback, Mme Violland,
Mme Firmin Le Bodo, M. Cosson et Mme Colin-Oesterlé

ARTICLE 20 BIS A

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« Après le 3° de l'article L. 632-2-1 du code du patrimoine, il est inséré un 4° ainsi rédigé :

« 4° Des travaux d'installation d'équipements produisant de l'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 9 kilowatts-crête. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est de réintroduire une disposition L'installation de panneaux photovoltaïques requiert l'avis conforme des Bâtiments de France lorsque le logement est situé dans le périmètre d'un site remarquable protégé ou en abords d'un monument historique. Cet avis est cumulatif à la demande d'autorisation préalable ou au permis de construire également nécessaire.

Il s'agit d'une lourdeur administrative pesant sur les artisans et entreprises de travaux qui pour beaucoup se chargent de la rédaction d'un dossier particulièrement long à destination de l'ABF. Au final, ce régime d'avis conforme constitue un blocage administratif au déploiement des installations photovoltaïques.

Le présent amendement propose en conséquence de transformer le régime d'avis conforme de l'ABF en régime d'avis simple afin d'accélérer le déploiement des installations résidentielles de production d'énergie renouvelable